Apprendre de l'histoire ? Pourquoi les sociétés européennes d'aujourd'hui se rappellent-elles de la Shoah

Learning from History? Why European Societies Remember the Holocaust Today

Heidemarie Uhl

Traducteur : Elisabeth Tutschek

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/7135>

DOI : 10.4000/temoigner.7135

ISSN : 2506-6390

Traduction(s) :

Learning from History? Why European Societies Remember the Holocaust Today - URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/7157> [en]

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 2 avril 2018

Pagination : 54-59

ISBN : 978-2-930953-06-9

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Heidemarie Uhl, « Apprendre de l'histoire ? Pourquoi les sociétés européennes d'aujourd'hui se rappellent-elles de la Shoah », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 126 | 2018, mis en ligne le 20 janvier 2022, consulté le 04 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/7135> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.7135>

Apprendre de l'histoire ? Pourquoi les sociétés européennes d'aujourd'hui se rappellent-elles de la Shoah

→ Heidemarie Uhl

L'historienne autrichienne Heidemarie Uhl travaille pour l'Institut des Sciences culturelles et de l'histoire du Théâtre, à l'Académie autrichienne des Sciences à Vienne. Elle est chargée de cours aux Universités de Vienne et de Graz, professeure invitée à Jérusalem, Strasbourg, Budapest et Stanford, membre de la délégation autrichienne de l'IHRA et vice-présidente du comité scientifique « Haus der Geschichte Österreich ».

La mémoire – la façon dont les sociétés accaparent leur passé – est un processus dynamique et soumis à des changements permanents. On le voit de manière exemplaire dans le souvenir de la « rupture de civilisation qu'est Auschwitz », de la Shoah et des crimes commis par le régime nazi. On le constate de façon édifiante à travers l'expérience d'une enseignante, qui a raconté il y a quelques années au cours d'un séminaire qu'au début des années 1980, des collègues au sein de l'école et des parents ont manifesté leur hostilité quand elle a voulu visiter avec sa classe le mémorial du camp de concentration de Mauthausen – à l'époque, le projet était courageux, car le mémorial de l'ancien camp de concentration de Mauthausen était considéré comme un endroit « extraterritorial » ayant la réputation d'être un lieu de pèlerinage « de gauche », communiste. Aujourd'hui, raconte-t-elle, les parents demandent quand elle emmènera enfin les enfants à Mauthausen. Ce qui était encore un contre-souvenir contesté par rapport au courant dominant en 1980 est aujourd'hui un programme imposé.

Cette petite anecdote donne un aperçu du profond changement de paradigme dans la culture mémorielle de la société depuis les années 1980. Et ceci nous conduit directement aux questions suivantes :

- Pourquoi la Shoah est-elle devenue depuis la fin du XX^e siècle un lieu de mémoire européen et même au-delà de l'Europe (27 janvier, journée internationale de commémoration depuis 2005).
- Que signifie tirer les leçons de la « rupture de civilisation qu'est Auschwitz ? »
- Que veut-on provoquer avec la commémoration de la Shoah ?
- Quels espoirs, quelles attentes découlent du « travail de mémoire » fréquemment invoqué dans les écoles, les mémoriaux ?

Je commence avec la question : qu'y a-t-il de nouveau dans la commémoration de la Shoah ? En quoi diffère-t-elle des formes du souvenir du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale ? J'aimerais faire précéder cette question de deux points :

- L'idée que les sociétés sont sans cesse confrontées à leur passé n'est pas nouvelle. Le concept de mémoire collective que le sociologue français Maurice

© Kazerne Dossin

– Veerle Vandendaele, directrice générale adjointe et conservatrice à la Kazerne Dossin lors d'une réunion plénière de l'International Holocaust Remembrance Alliance à Iasi, Roumanie, novembre 2016

Halbwachs a développé dans les années 1920 est défini comme la chose suivante : du passé il ne reste que « ce que la société peut reconstruire à chaque époque avec son cadre de référence actuel », selon la fameuse conclusion de l'ouvrage *Les cadres sociaux de la mémoire* (Halbwachs, 1985, p. 390) publié en 1925 et traduit en allemand en 1985 seulement – ce qui est aussi un signe de l'intérêt croissant pour la mémoire au milieu des années 1980.

- Ce que Halbwachs illustre en théorie – et qui est repris et prolongé dans les années 1980 par Jan Assmann, Pierre Nora et d'autres – est déjà pratiqué culturellement depuis la fin du XIX^e siècle. La quête de soi et de son identité à travers un héritage historique n'est pas nouvelle non plus. Depuis le XIX^e siècle, « l'invention » (Hobsbawm, Ranger, 1983) de la tradition et de l'héritage historique comptait parmi les outils les plus importants du Nation Building. La « communauté imaginée » de la nation exigeait un sentiment du « nous » – ce *sense of belonging*, le sentiment d'appartenance de l'individu au concept abstrait de nation était et est une condition essentielle pour une communauté solidaire dans les sociétés modernes. Pour fonder une identité, on se sert aussi de symboles nationaux et étatiques comme le drapeau et le pavillon, le blason d'État ; l'hymne, un jour de fête nationale, mais aussi l'inscription de la nation dans une histoire longue de plusieurs siècles voire de plusieurs millénaires.

Après 1945, on ne pouvait plus se référer sans la moindre rupture à la grandeur historique de la nation dans les États constitués après le Troisième Reich. L'iden-

Apprendre de l'histoire ?
Pourquoi les sociétés
européennes d'aujourd'hui se
rappellent-elles de la Shoah
(suite)

tité de la République fédérale allemande avait pour condition la rupture avec le passé nazi – la conception même de l'État – et se basait sur la Constitution et le fondement d'un ordre libéral et démocratique. L'identité nationale de la RDA était légitimée par la résistance antifasciste contre le nazisme. L'Autriche s'accrochait après 1945 à l'image de victime – bien qu'elle n'ait pas été un pays occupé, mais une partie intégrante du régime nazi. Le mythe victimaire permit à l'Autriche de rejeter toute responsabilité pour sa coresponsabilité dans les crimes du nazisme jusqu'au débat sur l'affaire Waldheim en 1986.

Jusqu'au milieu des années 1980, la mémoire des nations européennes était marquée par l'externalisation du nazisme sous le présage des mythes de l'après-guerre (Judt, 2005) – non seulement dans les « sociétés des bourreaux » que furent l'Allemagne et l'Autriche, mais aussi dans les pays occupés du Troisième Reich. Les récits nationaux se référaient naturellement à des événements historiques différents, mais ils avaient un modèle commun : le peuple apparaît comme un collectif victimaire innocent, cruellement opprimé par un régime brutal d'occupation. La mémoire étatique officielle se focalisait sur l'opposition héroïque de la Résistance. Les victimes de la Shoah ne jouaient aucun rôle. Ce n'étaient pas les victimes de la persécution raciale, mais les héros, les combattants, les gens – surtout des hommes – qui s'étaient sacrifiés pour la nation ou une conviction politique, qui étaient au cœur de la commémoration publique. L'accommodation, la collaboration et la participation à la terreur nazie n'étaient pas évoquées.

À partir du milieu des années 1980, les mythes de l'après-guerre commencèrent à s'éroder dans plusieurs États européens ; la bataille autour de la mémoire éclata par exemple en Allemagne avec le *Historikerstreit*, en Autriche avec le débat sur Waldheim, en France avec un livre sur le régime de Vichy. Pour toute une génération – la *generation of memory* (Winter, 2000) – la lutte contre les mythes de l'après-guerre et pour l'hommage aux victimes, qui étaient jusqu'alors effacées de la mémoire officielle de l'État, est un projet qui lui tient à cœur.

Le point de départ est une expérience commune de cette génération : elle s'irrite qu'un événement historique, considéré comme un tournant de l'histoire du XX^e siècle voire de l'histoire des sociétés modernes – l'expression « rupture de civilisation » a laissé son empreinte en 1988 avec la publication du même nom de Dan Diner –, n'était jusqu'alors qu'un sujet marginal – dans les cours d'histoire, au niveau scientifique, dans la mémoire étatique ou locale, dans les récits familiaux.

Ces conflits profonds sur le « champ de bataille » de la mémoire à la fin du XX^e siècle ont abouti à une nouvelle forme de mémoire sociétale : la « commémoration négative » des crimes pour lesquels la société était (co)responsable. Et cette commémoration négative ne laisse pas seulement son empreinte sur les sociétés de bourreaux que sont l'Allemagne et l'Autriche, mais aussi sur les pays et territoires européens qui furent occupés par l'Allemagne nazie et impliqués dans la guerre voire davantage. Dans leur publication fort remarquée *Erinnerung*

– Depuis le 6 mars 2018,
l'Italie occupe la présidence
de l'International
Holocaust Remembrance
Alliance. Le Ministère
du Développement
économique a créé un
timbre pour l'occasion

© Cristina Brusaglia

– Les hashtags #holocaustremembranceday et #weremember sont utilisés sur les réseaux sociaux pour commémorer la Shoah le 27 janvier de chaque année

À gauche : photo du Mémorial des Juifs assassinés d'Europe à Berlin, publiée par un utilisateur d'Instagram

En bas : photo de Jean-Claude Juncker sur Twitter rappelant à ses *followers* de rester « vigilants face à la haine, la discrimination et la déshumanisation »

Apprendre de l'histoire ?
Pourquoi les sociétés
européennes d'aujourd'hui se
rappellent-elles de la Shoah
(suite)

*im globalen Zeitalter: Der Holocaust*¹, Daniel Levy et Natan Sznajder évoquent en 2001 la globalisation de la Shoah comme point de repère historique d'une mémoire humaine transnationale et cosmopolite.

« C'est la catastrophe européenne qui devient le point de départ d'une solidarité transfrontalière », constatent Daniel Levy et Natan Sznajder, celle-ci étant portée par l'espoir d'une morale universelle des droits de l'Homme qui n'est plus liée à la communauté du « nous » au sein de la nation : « Se souvenir de la Shoah permet au début du troisième millénaire la formation de cultures mémorielles transnationales qui deviennent à leur tour le fondement d'une politique globale des droits humains. » L'événement clé de cette universalisation est le Stockholm International Forum on the Holocaust et l'adoption de la déclaration de Stockholm en janvier 2000. Du 26 au 28 janvier 2000, environ 600 délégués de 46 pays dont plus de vingt chefs d'État ou de gouvernement se réunirent au Stockholm International Forum on the Holocaust, l'une des premières conférences internationales de haut rang du nouveau millénaire. La date symbolique de l'anniversaire de la libération du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau avait été « découverte » pour en faire une journée commémorative seulement quelques années plus tôt. Lors de cette conférence, on considéra pour la première fois en haut lieu politique que la Shoah était un événement historique singulier et un point d'ancrage d'une culture mémorielle européenne et potentiellement globale. Avec la déclaration de Stockholm, un document final formulé d'après le modèle des conférences mondiales des Nations unies, cette profession de foi fut codifiée de manière obligatoire non seulement sur le plan moral mais aussi sur le plan politique.

L'Holocauste (la Shoah) a ébranlé les fondements de la civilisation. Sa singularité fait qu'elle gardera une importance universelle pour tous les temps. [...] L'étendue de l'Holocauste conçu et exécuté par les nazis doit rester ancré dans notre mémoire collective pour toujours. [...] Comme l'humanité est toujours marquée par des génocides, des nettoyages ethniques, le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, la communauté internationale porte une haute responsabilité pour lutter contre ces maux. [...] Il est tout à fait approprié que cette première grande conférence internationale du nouveau millénaire s'engage à semer les graines d'un meilleur avenir dans le sol d'un passé amer (Halbwachs, 1985, p. 390).

Créée en 1998 lors d'une des réunions préalables à la conférence de Stockholm, l'International Task Force for Holocaust Education, Remembrance and Research (ITF, renommé en 2012 International Holocaust Remembrance Alliance - IHRA) devint l'organe chargé d'appliquer ces principes. Un critère d'admission pour les 31 États membres est le ralliement à la déclaration de Stockholm et l'organisation d'une journée de commémoration de la Shoah.

Qu'y a-t-il de nouveau, en quoi la commémoration de la Shoah se différencie-t-elle des mythes de l'après-guerre ? Quels sont les nouveaux besoins en matière de

(1) Daniel Levy et Natan Sznajder, *Erinnerung im globalen Zeitalter: Der Holocaust*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2001.

mémoire ? Pourquoi la Shoah est-elle aujourd'hui au centre de la culture mémorielle des sociétés européennes ?

Quelques réflexions et observations succinctes, où – et cela nous amène à la question de l'avenir de la mémoire – se pose aussi la question des chances et des risques :

- La mémoire de la Shoah est dénationalisée, il n'est pas question d'appartenance nationale – contrairement à l'affectation nationale des Justes, – mais de catégories anthropologiques proches : les bourreaux, les victimes, les spectateurs, parfois aussi les collaborateurs.
- Anthropologie : risque de décontextualisation historique. Les questions des années 1970 et 1980 étaient alors : comment le parti nazi a-t-il pu prendre le pouvoir en 1933 ? Pourquoi les partis ont-ils échoué ? etc. Aujourd'hui se pose une question primordiale : comment des hommes tout à fait normaux peuvent-ils devenir des assassins ?²
- La mémoire de la Shoah est désidéologisée : la mémoire de la Résistance de l'après-guerre, les formules héroïques et pleines de pathos de la Résistance nationale-patriotique et politique – communiste, social-démocrate, conservatrice – ont perdu dans les années 1980 leur attractivité et leur force de liaison. Avec la disparition de l'ère durant laquelle l'imagination sociétale était marquée par les passions idéologiques (cf. Eric Hobsbawm), il n'est presque plus possible de communiquer – surtout aux jeunes gens – que des gens ont risqué leur vie pour une conviction politique.
- L'individualisation des victimes comme « chemin royal » pour susciter de la consternation, pour émouvoir – non plus les héros ni les victimes de la persécution politique, mais les victimes innocentes de la persécution raciale – sont au centre de l'attention. Un débat critique porte récemment aussi sur cette identification avec les victimes. ■

Traduit de l'allemand par Elisabeth Tutschek

(2) Voir à ce sujet : Daniel Jonah Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler*, Pierre Martin (trad.), Paris, Seuil, « Points », 1998 ; Omer Barto, *L'armée d'Hitler, La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, « Pluriel Histoire », 2003.

BIBLIOGRAPHIE

- Omer Bartov, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, « Pluriel Histoire », 2003.
- Daniel Jonah Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Pierre Martin (trad.), Paris, Seuil, « Points » 1998.
- Maurice Halbwachs, *Das Gedächtnis und seine sozialen Bedingungen*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1985, p. 390.
- Maurice Halbwachs, *Das Gedächtnis und seine sozialen Bedingungen*, 5^e éd., Frankfurt am Main, Suhrkamp, « Taschenbuch Wissenschaft », 2016.
- Daniel Levy et Natan Sznajder, *Erinnerung im globalen Zeitalter: Der Holocaust*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, « Taschenbuch », 2007.